

Israël lance son cinquième scrutin législatif en trois ans

- Une majorité gouvernementale viable et stable paraît peu probable.
- Le pays reste divisé entre partisans et adversaires de Benjamin Netanyahu.

MOYEN-ORIENT

Catherine Dupeyron
—Correspondante à Jérusalem

Ils ne sont pas moins de quarante sur la ligne de départ. Quarante partis se présentent aux élections législatives israéliennes du 1^{er} novembre, le cinquième round électoral en trois ans et demi ! Jusqu'à jeudi soir, date limite de dépôt des listes, il restait des incertitudes sur les fusions entre nouveaux amis et ruptures entre alliés d'hier. Et comme à l'accoutumée, ils ne seront qu'une douzaine à passer le seuil d'éligibilité. La campagne peut donc commencer.

Jusqu'à présent, les messages portés par les partis étaient assez vagues. Ce flou traduit une absence de débat de fond, le pays restant surtout divisé entre partisans et adversaires de Benjamin Netanyahu,

chef de l'opposition après avoir occupé le poste de Premier ministre sans interruption pendant douze ans (2009-2021).

D'après les sondages, son parti, le Likoud, confirmerait sa place de premier parti avec 33 sièges au lieu de 29 aujourd'hui. En seconde place, Yesh Atid (« Il y a un avenir ») dirigé par Yaïr Lapid, actuel Premier ministre, est crédité de 22 à 25 sièges, contre 17 actuellement à la Knesset.

Poids inédit de l'extrême droite

Pour le moment, Benjamin Netanyahu part avec un avantage sur son principal adversaire, Yaïr Lapid, car il a réussi à éviter la multiplication des petits partis pour limiter la déperdition des voix. Il a notamment mis tout en œuvre pour favoriser l'union de Puissance juive et Sionisme religieux, deux partis d'extrême droite. Celle-ci est

créditée de 12 ou 13 députés contre 7 dans l'assemblée sortante. Elle disposerait donc d'un poids inédit dans la 25^e Knesset, qui compte 120 parlementaires.

A l'inverse, Yaïr Lapid n'a pas convaincu la gauche (Travailleurs et Meretz) d'unir ses forces. Et l'actuel chef de gouvernement subira aussi la division des partis arabes. Alors que ces derniers devaient présenter deux listes, ils en afficheront trois finalement, ce qui leur coûtera cher en nombre de sièges. Unis sur une seule liste en 2020, ils avaient obtenu 15 sièges et représentaient la troisième force politique à la Knesset. Aujourd'hui, ils ne sont crédités que de 8 à 9 sièges.

Lapid omniprésent

Cependant, Yaïr Lapid a un atout : il est Premier ministre. Ainsi, même si la campagne n'a pas encore vraiment commencé, lui est omniprésent. Il ne rate pas une occasion de

communiquer sur l'Iran, les opérations militaires menées contre les « terroristes » palestiniens en Cisjordanie, l'inflation, la grève des professeurs évitée à la rentrée scolaire, les accords d'Abraham...

Il est si présent que, cette semaine, il s'est fait recadrer par la procureure générale, Gali Baharav-Miara, pour avoir utilisé sur son site de campagne des photos prises en compagnie de soldats lors d'une récente visite sur une base militaire, ce que la loi électorale interdit.

Comme lors des quatre précédents scrutins, aucune coalition viable et stable ne semble émerger pour cette cinquième consultation, malgré les efforts des deux camps. Depuis des semaines, tous les sondages effectués donnent 59 ou 60 sièges sur 120 à une coalition de droite dirigée par Benjamin Netanyahu, contre une coalition de 55 députés avec le parti Raam réunis autour de Yaïr Lapid. ■



Le Premier ministre israélien, Yaïr Lapid (ici lors du scrutin du 2 mars 2020), n'a pas réussi à convaincre les partis de gauche d'unir leurs forces pour les élections législatives du 1^{er} novembre prochain. Photo Ronaldo Schemid/Pool/Reuters

Des relations moins tendues avec les pays arabes

Israël fête les deux ans de la signature des accords d'Abraham qui, à défaut d'avoir fait tache d'huile, ont contribué à détendre les relations avec d'autres pays arabes, notamment l'Arabie saoudite.

Un deuxième anniversaire, cela se fête. Le président israélien, Isaac Herzog, a accueilli cette semaine le ministre émirati des Affaires étrangères, Abdullah bin Zayed Al Nahyan, pour se réjouir ensemble de la signature « historique » des accords d'Abraham à Washington, le 15 septembre 2020. Depuis, les liens commerciaux, industriels, militaires, universitaires, culturels n'ont cessé de se développer entre l'Etat hébreu et ses nouveaux amis – Emirats arabes unis, Bahreïn et Maroc, le Soudan n'étant en mesure de développer aucune de ces relations pour le moment.

En fait, Rabat ne se définit pas comme un nouvel ami, « il considère qu'il renoue des relations, qui existaient de longue date », souligne Emmanuel Navon*, expert en relations internationales à l'université

de Tel-Aviv. « La culture juive fait partie de l'héritage marocain, comme cela est mentionné dans leur Constitution. Et les juifs marocains, fussent-ils israéliens, restent légalement des sujets du roi Mohammed VI. » Une dimension historique, culturelle et affective, qui est absente pour les Emirats arabes unis et le Bahreïn.

Un contrat d'achat de drones Harop

Autre spécificité du Maroc, le volet sécuritaire est très officiellement développé sur le plan opérationnel et commercial. Ainsi cet été, des militaires israéliens participaient comme observateurs à l'exercice militaire African Lion 2022 réunissant le royaume chérifien et plusieurs pays africains. Par ailleurs, le Maroc a signé un contrat d'achat de drones Harop à Israel Aerospace Industries (IAI).

Autre particularité de la coopération avec le Maroc, des négociations sont en cours pour accueillir une main-d'œuvre marocaine à partir de 2023 – ouvriers du bâtiment, infirmiers, mais aussi ingénieurs. « Au-delà de la relation bilatérale

florissante, le Maroc se positionne comme la porte d'entrée vers le continent africain, notamment via le port de Tanger, remarque Dan Catarivas, responsable des relations extérieures de l'Association des industriels israéliens. De leur côté, les Emirats constituent un hub logistique vers l'Asie. Cela repositionne Israël dans le commerce mondial ; désormais le pays fait partie intégrante de la région. »

Pas question pour autant de créer une sorte d'Otan régional.

Pas question pour autant de créer une sorte d'Otan régional, comme certains l'ont évoqué lors de la visite de Joe Biden au Proche-Orient, en juillet. « Israël est le dernier pays de la région à être intéressé par l'idée d'une défense commune », remarque Meir Masri, maître de conférences en sciences politiques à l'université hébraïque de Jérusalem.

En revanche, selon lui, « les accords d'Abraham ont entraîné un

processus positif. Ils ont rafraîchi les relations avec la Jordanie et surtout l'Egypte », deux pays qui avaient signé un traité de paix avec Israël depuis longtemps, mais qui avaient toujours des relations distantes avec l'Etat hébreu.

Moins de tabous avec le Liban

« Ils ont aussi fait évoluer la relation avec l'Arabie saoudite, qui désormais, sans avoir de liens diplomatiques officiels avec Israël, accepte que des vols commerciaux israéliens utilisent son espace aérien ou bien donne la parole à des experts israéliens sur ses chaînes de télévision », ajoute Meir Masri.

Ce cercle vertueux s'étendra-t-il au Liban, qui discute de nouveau de ses frontières maritimes avec Israël par émissaire américain interposé ? « En tout cas, grâce à la dynamique créée par les accords d'Abraham, la question des relations entre le Liban et Israël est beaucoup moins taboue qu'auparavant au Liban. » — C. Du.

* « L'étoile et le spectre : Histoire diplomatique d'Israël » (Ed. Hermann)

La Russie accusée de crimes de guerre, de plus en plus isolée

CONFLIT UKRAINIEN

Le Kremlin en accusation par les Occidentaux après la découverte d'un nouveau charnier dans la ville d'Izioum.

Vladimir Poutine rentre les mains vides d'un sommet régional où il a rencontré Xi Jinping et Narendra Modi.

Benjamin Quénelle
—Envoyé spécial à Samarqande et Yves Bourdillon
@yvesbourdillon

Nouvelles accusations de crimes de guerre, isolement diplomatique, y compris vis-à-vis d'alliés solides comme l'Inde et la Chine. Le régime russe ressemble de plus en plus à un boxeur dans les cordes.

La pression a monté d'un cran, vendredi, avec la découverte de 450 tombes de corps portant presque tous des traces de mort violente, confirmée visuellement par des envoyés spéciaux de médias, dans la ville d'Izioum (nord-est), reprise par l'armée ukrainienne en début de semaine dernière. Selon les enquêteurs, certains ont pu être tués par des tirs d'artillerie, mais d'autres portaient des traces de torture et d'exécution par balle.

Moscou sous pression

Un charnier rappelant les crimes de guerre découverts à Butcha, au nord de Kiev, fin mars dernier. L'annonce de cette découverte macabre a soulevé une nouvelle vague d'indignation en Occident. La présidence tchèque de l'Union européenne a appelé samedi à la création d'un tribunal international spécial. Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a assuré que l'exécutif russe devra « rendre des comptes », la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a déclaré souhaiter la comparaison du président russe Vladimir Poutine devant la justice internationale pour crimes de guerre. Une première de la part d'un dirigeant de l'Union.

La Russie agit de « manière épouvantable et cela se voit (...) chaque fois que la marée russe se retire de parties de territoires qu'elle a occupés en Ukraine », a déclaré le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken. Le président américain, Joe Biden, de son côté, a mis en garde le Kremlin contre la tentation d'utiliser des armes chimiques, voire nucléaires tactiques, car « cela changerait le cours de la guerre d'une façon jamais vue » depuis 1945. La Russie « deviendrait plus un paria dans le monde qu'elle ne l'a jamais été ».

Précisément, sans être encore totalement un paria, le Kremlin fait face à un isolement diplomatique croissant vis-à-vis même de ses alliés. Derrière les accolades chaleureuses et les photos d'apéritifs informels, Vladimir Poutine n'a rien obtenu lors du sommet dit « du groupe de Shanghai », regroupant son pays, la Chine, l'Inde, la Turquie et tous les pays d'Asie centrale, à Samarqande, qui s'est achevé samedi.

Dans la cité historique d'Ouzbékistan, il a voulu prouver à l'Ouest que la Russie n'est pas isolée à l'Est en multipliant les tête-à-tête avec ses homologues « alliés » pour se poser en contrepoids à l'influence occidentale. Mais, de son aveu même, le président chinois Xi Jinping lui a exprimé en coulisses ses « préoccupations ». Ce qui est déjà beaucoup pour une Chine encline à appuyer Moscou habituellement. Préoccupations qui peuvent d'autant mieux se comprendre qu'une récession occidentale pour cause de pénurie énergétique menacerait les intérêts d'une Chine à l'économie très extravertie. Son commerce bilatéral avec les Occidentaux est une vingtaine de fois plus élevé que celui avec Moscou.

Ursula von der Leyen souhaite la comparaison de Poutine devant la justice internationale.

Recep Tayyip Erdogan, l'homologue turc de Poutine, l'a appelé à mettre fin au conflit « au plus vite ». Shavkat Mirziyoyev, le président ouzbek hôte du sommet et en pleine « perestroïka » dans son pays, n'a cessé de promouvoir les mérites du « dialogue ». Quant à Kassym-Jomart Tokaïev, à la tête du Kazakhstan, ex-république soviétique dépendante du grand frère russe, il a publiquement insisté sur l'importance du respect de « l'intégrité territoriale ».

Le coup de tonnerre est venu de Narendra Modi, le Premier ministre d'une Inde pourtant peu critique du Kremlin. Devant la presse, au début de leur rencontre bilatérale, le Premier ministre indien a lancé à Vladimir Poutine : « Je sais que l'heure n'est pas à la guerre. »

« C'est bel et bien la première fois que Modi, sans doute sous pression des Etats-Unis, ose une telle rebuffade face à Poutine, condamnant de facto sa guerre », confie aux « Echos » un membre de la délégation indienne.

Vladimir Poutine a peut-être cru désamorcer ces critiques en promettant à ses partenaires qu'il comptait terminer la guerre au plus vite... avant d'assurer au contraire qu'il « prendrait son temps ». Il a assuré que l'armée russe progressait à son rythme (...). Le plan ne nécessite pas de changement. ■

LesEchos SUR **france inter**

RETROUVEZ DOMINIQUE SEUX DANS « L'ÉDITO ÉCO » À 7H45 DU LUNDI AU VENDREDI